

La doctrine du Crédit social n'est qu'une des nombreuses théories qui furent avancées au cours des cents dernières années, ou à peu près, pour apporter l'ultime solution aux défauts, sans nul doute sérieux, qui résidaient dans le fonctionnement de notre système économique. Il n'est pas surprenant qu'un grand nombre de ces théories soutenaient que tous nos problèmes économiques se résoudraient tout simplement par l'adoption de l'une ou l'autre nouvelle forme de système monétaire.

Aux États-Unis, par exemple, William Jennings Bryan s'en prit amèrement à l'étalon-or, qui régnait à son époque. Il proposa comme remède aux défauts tout à fait réels de l'étalon-or la création d'un système parallèle d'étalon-argent.

Tout comme Bryan, monsieur le président, le major Douglas a perçu l'existence d'un défaut dans le système économique de l'époque, c'est-à-dire, dans ce cas, l'absence d'un mécanisme qui rendrait possible, de manière plus sensible, la création d'une demande suffisante à l'égard des biens et des services qu'une nation est capable de produire.

Il est bien vrai, cependant, que déceler l'existence d'un problème est une chose, et qu'y apporter une solution efficace en est une autre. Comme je l'ai évoqué précédemment, aucun pays au monde n'a jamais considéré que les théories du Crédit social puissent représenter une solution pratique.

Comme l'a fait remarquer un économiste bien connu, Alvin Hansen, dans son livre intitulé «*Full Recovery or Stagnation*», les auteurs du Crédit social, comme ceux de toutes les doctrines-panacées, ont ignoré l'existence d'un fait de la plus haute importance, à savoir qu'aucun dispositif économique quel qu'il soit ne peut être greffé à la machine économique pour la faire fonctionner sans à-coups, à tout jamais.

Pendant les 50 dernières années, depuis que le major Douglas a, pour la première fois, esquissé ses doctrines, les nations du monde occidental ont élaboré un certain nombre de politiques et de programmes étroitement liés entre eux, qui contribuent à offrir des possibilités bien plus étendues, quant à la conservation de l'équilibre entre l'offre et la demande, en matière de biens et de services.

Des milliards de dollars sont mis chaque année à la portée des Canadiens, par l'intermédiaire d'une grande variété de programmes d'aide sociale, qui ont pour effet de contribuer de manière importante au maintien de notre pouvoir d'achat. Des progrès considérables ont été réalisés quant à nos possibilités de recours à des mesures fiscales et monétaires, afin de conserver un fort accroissement de la production, du niveau d'emploi et des revenus réels.

• (8.30 p.m.)

Le principal problème que nous n'avons pas encore résolu, et qui est d'ailleurs totalement passé sous silence par la théorie du Crédit social, est la conservation d'une croissance soutenue de notre économie sur une base constante. Comme l'a souligné le Conseil économique du Canada, dans son dernier rapport, l'échec le plus notoire dans les réalisations économiques des années '60, pour le monde entier, et qui représente d'ailleurs un problème politique de première importance, non encore résolu, a été l'incapacité d'aboutir à une réconciliation acceptable entre un niveau élevé de l'emploi et la stabilité relative des prix.

Comme l'a fait observer le Conseil économique, résoudre ce problème constituera un défi particulièrement difficile à relever, et n'est pas de ceux dont on peut venir aisément à bout seulement par quelques présomées «bonnes» décisions politiques.

Bien que les théories du Crédit social soient devenues presque totalement étrangères au monde d'aujourd'hui, monsieur le président, ceux qui continuent de les préconiser ne sont pas seuls à croire que les problèmes de notre économie, de plus en plus complexes, puissent être résolus par quelques présomées «bonnes» politiques pour s'exprimer comme le Conseil économique.

Tout récemment, le chef du parti conservateur progressiste (M. Stanfield) nous disait que la plus longue et la plus tenace période d'inflation des temps moderne qui continue d'affliger certains autres pays occidentaux pourrait être arrêtée en lançant simplement un appel à la restriction volontaire des prix et revenus. Bien que l'exercice d'une telle restriction puisse sans doute constituer un appoint important à d'autres mesures politiques, comme le gouvernement l'a signalé lui-même, le parti conservateur progressiste a continué à insister sur cette solution magique au problème global de l'inflation bien longtemps après qu'il soit devenu manifeste que tous les secteurs de l'économie n'étaient pas prêts à souscrire à des mesures de restriction volontaire.

Et au cours des derniers mois, les députés conservateurs progressistes nous ont servi une solution tout aussi simpliste au problème, qui constitue le retour à une croissance économique forte mais stable. Ils ont proposé de réduire les taxes d'un milliards de dollars ou plus et d'accroître de façon substantielle les dépenses gouvernementales, bien qu'ils omettent de nous dire le montant qu'atteindrait une telle augmentation. Ils ont choisi de bon cœur d'ignorer les sérieux problèmes que pourrait créer à l'avenir une telle approche, en déclenchant une autre poussée inflationniste, en exerçant de fortes pressions à la hausse sur les taux d'intérêt et le taux de change du dollar canadien et, en dernier lieu, en exposant l'économie au danger d'une nouvelle récession.

Et le mois dernier, le parti conservateur progressiste, le Nouveau parti démocratique et le Ralliement créditiste ont condamné, dans une déclaration conjointe, les politiques économiques adoptées par le gouvernement, afin de freiner la poussée inflationniste qui menace notre économie et, ensuite, de mettre l'économie sur la voie du retour à une croissance forte et stable.

Cependant, monsieur le président, je constate que les conservateurs et les néo-démocrates approuvent, dans un certain sens, les vues du gouvernement en ce qui concerne l'utilité et le bien-fondé de la théorie créditiste, à savoir que cette théorie n'est rien d'autre que de la théorie et, qui plus est, une théorie irréalisable de tour d'ivoire. Et presque tout le monde s'entend sur ce point. Mais, monsieur le président, en même temps, je pense qu'on doit déplorer que ces deux partis aient préféré de ne faire rien dans ce débat que de se retrancher derrière des propositions de solutions aussi variées que contradictoires.

Et, par conséquent, monsieur le président, je pense que cette Chambre des communes doit s'opposer à la motion créditiste.

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à l'honorable ministre?